

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/4029  
16 juin 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée, à ce jour,  
à la résolution adoptée le 11 juin 1958, sur plainte du Liban  
par le Conseil de sécurité

1. Dans la résolution qu'il a adoptée le 11 juin 1958, sur plainte du Liban, le Conseil de sécurité invite le Groupe d'observation prévu par ladite résolution à "tenir le Conseil de sécurité au courant, par l'intermédiaire du Secrétaire général". Le Groupe d'observation, dont deux membres ne sont pas encore arrivés au Liban, tiendra sa première séance à Beyrouth cette semaine, probablement le 19. Comme on ne peut attendre du Groupe aucun renseignement avant cette date, le Secrétaire général soumet le présent rapport à titre provisoire, de manière à informer le Conseil de sécurité des mesures qu'il a prises à ce jour, en vertu du pouvoir qui lui a été donné, pour donner suite à la résolution du Conseil.
2. Les trois membres du Groupe d'observation ont été nommés. Il s'agit de M. Galo Plaza (Equateur), de M. Rajeshwar Dayal (Inde) et du général Odd Bull (Norvège). Le Groupe d'observation se constituera lui-même et arrêtera sa propre procédure. Des officiers agissant en qualité d'Observateurs lui prêtent leur concours. Le général Bull a été désigné comme "Membre exécutif du Groupe d'observation, chargé des Observateurs militaires". Le général Bull est arrivé à Beyrouth au début de la matinée du 15, M. Plaza doit y arriver le 17, et M. Dayal y est attendu le même jour.
3. Le 11 juin, j'ai nommé M. David Blickenstaff, Secrétaire du Groupe d'observation et M. Shiv K. Shastri, Secrétaire adjoint. M. Blickenstaff est arrivé à Beyrouth le 12 juin et M. Shastri le 14 juin. Dans les jours qui ont immédiatement suivi, le personnel de secrétariat voulu a été fourni. Dès le début, l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a, à titre exceptionnel et temporaire, accepté de prêter toute l'assistance administrative et toute la coopération nécessaires, sans que, pour autant, l'Office ait à aucun égard été associé à l'opération. Le siège du Groupe

a été installé dans un hôtel de Beyrouth, qui est situé à proximité du réseau de télécommunications de l'Office et où tout le personnel du Groupe, y compris les Observateurs, est logé.

4. Le 11 juin, j'ai demandé au Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, le général von Horn, de prêter temporairement son concours pour l'application de la résolution du Conseil de sécurité, en détachant auprès du Groupe d'observation au Liban dix observateurs militaires des Nations Unies affectés à l'Organisme de surveillance, cinq de ces Observateurs devant arriver le 12 et les cinq autres le 14 au plus tard, sous le commandement d'un officier de rang suffisamment élevé. Les cinq premiers Observateurs militaires sont arrivés à Beyrouth dans l'après-midi du 12 et un second groupe de cinq Observateurs y est arrivé dans l'après-midi du 13. Ils étaient placés sous le commandement du lieutenant-colonel W. M. Brown. Le 14 juin, le Chef d'état-major à Jérusalem a accepté de fournir les services de cinq autres Observateurs militaires des Nations Unies.

5. Les Observateurs des Nations Unies, se déplaçant dans des véhicules peints en blanc et portant l'emblème des Nations Unies, ont commencé, le matin du 13 juin, à faire des opérations de reconnaissance active dans Beyrouth et ses environs. Dès le début, les membres du Groupe à Beyrouth ont demandé aux autorités Libanaises d'accorder aux équipes d'Observateurs une liberté de mouvement complète dans tous les secteurs tenus par le Gouvernement. Le Siège de Beyrouth nous fait savoir qu'au commencement, pour quelques déplacements "de nature incertaine et dangereuse", les équipes d'Observateurs ont été précédées et suivies, à une demi-heure d'intervalle, par des jeeps pilotes portant des soldats libanais qui reconnaissaient la route. Par la suite, tous les déplacements des Observateurs ont eu lieu sans véhicules pilotes. Le Siège de Beyrouth nous fait également savoir que le but initial des patrouilles et des reconnaissances sur les routes était de faire en sorte que les Observateurs et les véhicules des Nations Unies soient vus dans un nombre de secteurs aussi grand que possible, et aussitôt que possible.

En conséquence, les équipes d'Observateurs ont parcouru la plupart des secteurs desservis par des routes principales dans les régions contrôlées par le Gouvernement et ont atteint des secteurs non occupés par ses forces, dans lesquels elles ont pénétré. Les équipes opèrent maintenant selon un horaire établi et le plan suivi doit les conduire chaque jour plus loin dans la direction de la frontière. La tâche qui leur incombe pour "faire en sorte qu'aucune infiltration illégale de personnel ni aucun envoi illégal d'armes ou d'autre matériel n'aient lieu à travers les frontières libanaises" est fortement compliquée par le fait que, comme le signale le Siège du Groupe d'observation à Beyrouth, les forces du Gouvernement ne paraissent contrôler qu'une petite partie de l'ensemble de la frontière. Les équipes sont composées de deux Observateurs - pourvus chacun d'un véhicule muni d'un équipement de radio - et d'un officier radio pourvu d'une jeep. Les trois membres de l'équipe opèrent en convoi, en laissant entre eux la distance que commande la sécurité et en restant constamment en communication les uns avec les autres.

6. Au 15 juin, les équipes d'Observateurs étaient allées jusqu'à Tripoli, Baalbec, la frontière syrienne sur la grand route Beyrouth-Damas Marjayoun, et Rashaya; elles s'étaient rendues plusieurs fois dans certains endroits à deux reprises dans la même journée dans certains cas. Les Observateurs signalent que leur but immédiat est d'établir des postes avancés : un à Tripoli, pour la région de frontière septentrionale, dans l'attente que les Observateurs pourront se déplacer librement dans la région non contrôlée par les forces du gouvernement; un dans la région de Baalbeck et un à Marjayoun. A partir de chacun de ces postes, les Observateurs essaient d'avancer dans les régions frontalières. Aux stades initiaux et inévitablement hasardeux, il a été très utile de disposer des services des Observateurs expérimentés de l'Organisme de surveillance. On signale que jusqu'à présent, les Observateurs des Nations Unies ont été généralement bien reçu, en particulier à Beyrouth.

7. Les moyens de communications et de transport sont adéquats pour les besoins immédiats, mais ils devront être grandement accrus. Jusqu'ici, l'Organisme de surveillance a fourni 14 jeeps, dont 13 sont munies d'un équipement de radio, et un système de liaisons radio observateurs militaires - base qui fonctionne depuis le 13 juin. Pour les communications au-delà du Liban, on utilise les installations de radio dont l'Organisme de surveillance dispose à Beyrouth.
8. En se fondant sur une évaluation minutieuse des besoins faite par les participants à l'opération qui se trouvent actuellement à Beyrouth, et compte tenu de la méthode d'opération envisagée par les Observateurs et décrite ci-dessus, le nombre des Observateurs militaires sera porté à cent, et quatorze gouvernements ont été priés d'urgence de fournir des officiers à cette fin.
9. Sitôt arrivés à Beyrouth, les représentants des Nations Unies participant à l'opération, tant civils que militaires, se sont mis en rapport avec les autorités libanaises compétentes, de manière que leur tâche soit facilitée. Le Gouvernement libanais a désigné un ministre chargé des relations entre le Gouvernement et le Groupe d'observation et a constitué une commission de cinq membres chargée de prêter son concours, comme le Premier Ministre du Liban l'indique dans sa lettre du 15 juin au général Bull (Annexe I).
10. Le statut du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban, ses privilèges et immunités, etc., ont été définis dans une lettre que le Secrétaire général a adressée le 13 juin au Ministre des affaires étrangères du Liban (Annexe II).
11. Les participants à l'opération ont fait savoir de Beyrouth qu'ils avaient besoin d'un petit nombre d'avions légers de reconnaissance, ainsi que d'hélicoptères. Des mesures ont été prises à ce sujet.
12. Etant donné le caractère d'urgence de la situation au Liban, j'ai pensé que ce serait perdre inutilement du temps que de demander aux trois membres du Groupe d'observation de se retrouver à New-York avant de se rendre au Liban. A l'un seulement d'entre eux il était facile de passer par le Siège de l'ONU. Les deux autres devaient se rendre directement à Beyrouth. Vu toutes les circonstances et la nature de la tâche du Groupe d'observation, j'ai décidé, pour aider le Groupe, d'être présent lorsque ses trois membres se rejoindront à Beyrouth et d'assister aux premières réunions qu'il tiendra dans cette ville.

ANNEXE I

Lettre adressée le 15 juin par le Premier Ministre du Liban  
au Général Gld Bull

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement libanais, à une réunion tenue le 12 juin 1958, a décidé de désigner Son Excellence le Dr Albert Moukheiber, Ministre de la santé publique, comme Ministre chargé des relations entre le Gouvernement libanais et le Groupe d'Observateurs des Nations Unies.

Une Commission a aussi été constituée pour aider le Dr Moukeiber dans l'accomplissement de cette mission; elle est composée comme suit : l'Emir Farid Chehab, Directeur général de la Sûreté générale, M. Edward Ghorra, Directeur des relations internationales au Ministère des affaires étrangères, le capitaine François Ginadrh, représentant de l'état-major de l'armée libanaise, et M. Raja Hamady, représentant du Ministère des finances.

La Commission est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la tâche du Groupe d'Observateurs de l'ONU, de lui transmettre tous les renseignements dont le Gouvernement libanais aura connaissance touchant les infiltrations d'armes, d'hommes armés et de matériel divers à travers la frontière libanaise et d'assurer la liaison entre les divers services de l'Administration libanaise et votre Groupe.

La Commission aura son siège au Ministère des affaires étrangères. Je vous serais très obligé de bien vouloir faire passer toutes les communications avec les divers départements de l'Administration libanaise par le canal de cette Commission, qui sera constamment prête à répondre à vos demandes et à faciliter votre tâche.

ANNEXE II

Lettre adressée le 13 juin par le Secrétaire général au Ministre  
des affaires étrangères du Liban, touchant le statut du Groupe  
d'observation des Nations Unies au Liban

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la résolution du 11 juin 1958 par laquelle le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a décidé d'envoyer d'urgence un "Groupe d'observation au Liban, pour faire en sorte qu'aucune infiltration illégale de personnel ni aucun envoi illégal d'armes ou d'autre matériel n'aient lieu à travers les frontières libanaises" et a autorisé le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires à cet effet.

En raison de l'importance particulière et de la nature délicate des fonctions que ledit Groupe d'observation devra accomplir, je pense que, eu égard à la conception actuelle de l'opération, votre Gouvernement voudra peut-être accepter d'accorder au Groupe d'observation composé de trois membres de rang élevé, d'Observateurs militaires des Nations Unies et de fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies - outre le statut que leur reconnaît la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies - les privilèges et immunités, exemptions et facilités dont jouissent les envoyés diplomatiques conformément au droit international. Les privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement des fonctions du Groupe d'observation comprennent également la libre entrée, sans retard ni obstacle, des objets, matériel et pièces de rechange voulus; le libre déplacement du personnel, du matériel et des moyens de transport; l'emploi de plaques d'immatriculation des Nations Unies pour les véhicules; le droit d'arborer le pavillon des Nations Unies sur les locaux, les postes d'observation et les véhicules; enfin, le droit de communiquer sans aucune restriction par radio, tant à l'intérieur de la zone d'opérations qu'en connexion avec le réseau radio des Nations Unies, ainsi que par téléphone, télégraphe ou tout autre moyen.

Je comprends que le Gouvernement libanais fournira à ses propres frais, en accord avec le représentant du Secrétariat, tous les locaux dont le Groupe d'observation pourra avoir besoin pour se loger et s'acquitter de ses fonctions, y compris les bureaux et les emplacements dans lesquels seront installés

des postes d'observation et des postes avancés. Tous ces locaux seront inviolables et soumis à l'autorité et au contrôle exclusifs du Groupe d'observation. Je comprends également que votre Gouvernement fournira, après consultation du Groupe d'observation, les moyens de transport et de communication nécessaires.

Je propose que si les propositions qui précèdent rencontrent votre agrément, la présente lettre et votre réponse constituent, entre l'Organisation des Nations Unies et le Liban, un accord qui prendra effet à la date de l'arrivée au Liban des premiers membres du Groupe d'observation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général  
Dag Hammarskjöld

Son Excellence  
Monsieur Charles Malik  
Ministre des affaires étrangères

-----